

acheteurs éventuels qui participent à des foires commerciales.

La Direction générale a organisé la participation du Canada à diverses foires commerciales internationales : Seafood EXPO à Dallas, SIAL à Paris, Seafare South à Orlando, International Food Exhibition à Londres, Seafare '87 à Long Beach, en Californie, Boston Seafood Show et Foodex à Tokyo.

On a consacré davantage d'attention aux marchés de l'Afrique et du Brésil, et un important réseau de vente a été établi au Brésil. S'il existe des débouchés pour nos produits halieutiques dans certains pays d'Afrique, ces possibilités n'ont jamais donné lieu à des ventes.

En matière de politique commerciale, la Direction générale était aux prises avec un certain nombre de questions. D'abord il y a eu la diffusion du rapport de la Commission royale sur les phoques et l'industrie de la chasse aux phoques au Canada, qui a entraîné la réplique du gouvernement. Il faut également mentionner la menace de mesures américaines prises contre le hareng et le saumon de la côte ouest du Canada, en vertu de la section 301, qui a exigé des consultations avec l'industrie canadienne d'une part, et entre les deux gouvernements d'autre part. Enfin, certaines questions ont été soulevées concernant la dotation en personnel et les séances d'information d'un certain nombre d'organismes internationaux s'occupant de pêche, tels que l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest, la FAO et l'OCDE.

En réponse aux préoccupations croissantes devant l'ensemble complexe des questions liées à la fourrure et à leurs incidences internationales, le Ministère a nommé un agent pour présider le Comité des questions internationales concernant la fourrure. Ce comité relèvera de la Direction générale et sera chargé de coordonner les activités et d'élaborer des politiques au sein du Ministère, de même qu'à l'extérieur de celui-ci, avec d'autres services gouvernementaux et industriels. Cette démarche a été entreprise en raison de l'importance de l'industrie de la fourrure pour la prospérité de plus de 100 000 Canadiens — compte tenu de pratiques de conservation humanitaires et responsables.

Pour faciliter ses communications avec le public, la Direction générale s'est dotée d'une quatrième unité NOMADIC (une image photographique de huit pieds sur dix montée sur une structure pliante en aluminium) illustrant les expositions agro-alimentaires canadiennes. Elle a également élaboré de nombreuses troupes de restaurant (dont des couvertures de menus, des napperons et des serviettes de table) distribuées dans les hôtels et les restaurants pour promouvoir les produits canadiens, ainsi qu'un prospectus sur les foires. Ce matériel a été fort demandé par les missions, qui l'utilisent pendant les activités de promotion de produits alimentaires canadiens menées conjointement avec la plupart des hôtels et des restaurants.

Céréales et oléagineux

Pour les meilleurs intérêts du Ministère dans le secteur des céréales, la Direction générale de la commercialisation des céréales a facilité les exportations de céréales et oléagineux canadiens et de leurs dérivés en coordonnant et en dirigeant des activités d'expansion commerciale et

en participant à l'élaboration d'une politique commerciale. Le commerce mondial des céréales a de nouveau été dominé par une surabondance sur les marchés, ce qui a entraîné une baisse supplémentaire des prix. La production et les stocks canadiens exportables des six principales céréales ont augmenté en 1986, bien qu'un temps pluvieux pendant la moisson ait amoindri la qualité des céréales de l'Ouest pour une deuxième année consécutive. Les exportations de céréales et d'oléagineux ont tout de même augmenté pendant l'année 1986-1987, pour une troisième année consécutive.

La concurrence pour les marchés s'est intensifiée alors que les États-Unis et la CE utilisaient davantage des subventions plus importantes à l'exportation. Les mesures prises par les États-Unis dans le prolongement de la *Food Security Act* 1985, comprenaient une baisse du taux de prêt et une utilisation accrue des subventions à l'exportation par l'intermédiaire du Programme d'expansion des exportations, qui ont contribué à réduire davantage les prix et à intensifier les pressions pour que le gouvernement vienne en aide aux fermiers canadiens.

Le Canada a conclu des accords à long terme sur le commerce des céréales, dont les plus importants ont été négociés dans une perspective bilatérale avec l'URSS, le Brésil, l'Irak et l'Égypte. Les exportations effectuées dans le cadre de ces accords représentant environ la moitié des exportations de grain.

Les activités d'intensification du commerce, axées sur les colloques, les essais d'utilisation, les missions et les consultations, visaient surtout à maintenir les marchés actuels et à exploiter de nouveaux débouchés pour le canola et les produits du canola. Le programme pour l'année 1986-1987 s'adressait notamment à l'URSS, à l'Inde, au Pakistan, à l'Égypte, à Israël et au Japon.

Le Programme de céréales à crédit administré par la Direction générale est la seule forme d'aide directe consentie aux exportateurs canadiens. Pendant l'année financière en question, 2,5 millions de tonnes de céréales de la Commission canadienne du blé ont été exportées vers huit pays grâce à des crédits garantis par le gouvernement.

L'Institut international du Canada pour le grain a contribué sensiblement au maintien et à l'expansion des marchés intérieurs et étrangers pour les céréales et les oléagineux ainsi que leurs dérivés. Grâce au financement fourni par la Direction générale et la Commission canadienne du blé, l'Institut a organisé 18 cours au Canada et à l'étranger à l'intention de 389 participants étrangers venus de pays qui sont nos clients ou pourraient le devenir, et pour 244 Canadiens œuvrant dans le secteur des céréales et des oléagineux.

Le Canada a participé à des discussions internationales de haut niveau pour tenter de régler les problèmes du commerce mondial des produits agricoles. Ces activités ont englobé la tenue de l'Uruguay Round de Négociations du GATT à Punta del Este, le Sommet de Tokyo, la réunion du groupe de Cairns des exportateurs agricoles et des réunions des ministres chargés des céréales dans les principaux pays exportateurs. Lors de ces réunions, le Canada a fortement appuyé une réforme du commerce des céréales et des produits agricoles.